

**Agence de Bordeaux**  
Les Bureaux du Lac Bâtiment 1  
4 rue Théodore Blanc  
33520 BRUGES  
Tel 05 56 39 05 60  
bordeaux@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 1.8.0

Mission(s)	
ATHAND, HAND, L (*), LE, SEI (*)	
Nos références	Date
330C245H (330-C-2024-008W)	16/04/2025

## LE TEICH MISE EN ACCESSIBILITE MAISON DE LA NATURE

### RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°2 RICT n°2



<b>Envoi</b>	SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DES LANDES DE GASCOGNE - VIGNERTE Catherine	<i>Maître d'ouvrage</i>	c.vignerte@parc-landes-de-gascogne.fr
<b>Copie</b>	Ostiole Architecture - DABÉ Adeline	<i>Maître d'oeuvre</i>	adeline.dabe@ostiole.fr

Le chargé d'affaire,  
Paul MERCIER

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 11/04/2025  
Motif : Ajout des avis en électricité.



ACCREDITATION  
N° 3-019  
Liste des sites et portées  
disponibles sur  
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document  
sont couvertes  
par l'accréditation.  
Elles sont identifiées par le symbole \*.

# SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	11
VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	13
VIII.4 - Classement et référentiel.....	22
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	24
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type L (*).....	31
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type M (*).....	32
VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions- type N (*).....	33
VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*).....	34
VIII.10 - Sécurité des personnes dans les constructions - type W (*).....	36
VIII.11 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	37

# I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Rapport initial de contrôle technique concernant les travaux de mise en accessibilité de la maison de la nature du bassin d'Arcachon.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 11/04/2025

Motif : Ajout des avis en électricité.

## II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°330-C-2024-008W et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (\*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (\*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

## III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Paul MERCIER

## IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### IV.1 - Désignation des intervenants

#### Maître d'ouvrage

SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DES LANDES DE GASCOGNE  
33 route de Bayonne  
33830 BELIN-BÉLIET

#### Maître d'oeuvre

Ostiole Architecture  
37 rue Lacornée  
33000 BORDEAUX

## IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Mise en accessibilité de la Maison de la Nature du bassin d'Arcachon

Adresse de l'opération :

Maison de la Nature du bassin d'Arcachon - Rue du Port - 33470 LE TEICH

## IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

77 308 Euros HT

## IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 2025

Durée prévisionnelle des travaux : 2 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

## V - DOCUMENTS EXAMINES

### - Plans architectes

Plans EdL et Projet sur travaux entrepris.

### - Descriptifs

Notices de sécurité et d'accessibilité

## VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

### **Maître d'ouvrage - SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DES LANDES DE GASCOGNE**

- \* En l'absence de communication du résultat d'études diagnostic et de l'état des lieux, la société Bureau Alpes Contrôles ne prends en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen apparent des existants.

### **Maître d'oeuvre - Ostiole Architecture**

- \* Le PV de la commission de sécurité sur les travaux ne nous a pas été communiqué. Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le respect d'éventuelles mesures compensatoires demandées par la commission.

### **Lot 01 - Gros-Oeuvre**

- \* Les diverses couches de forme et les objectifs de résistance devront nous être communiqués.
- \* Prévu la mise en place de longrines support des nouvelles rampes d'accès. Ces éléments ne peuvent pas être validés définitivement à ce stade mais nous émettons néanmoins un avis favorable de principe.

### **Lot 02 - Menuiserie - Aménagements PMR**

- \* La protection anti-corrosion des chevilles d'ancrage des garde-corps n'est pas définie, le risque de corrosion est mal circonscrit.
- \* La durabilité des bois prévus pour la réalisation des garde-corps n'est pas précisée (des bois durables en classe 4 seraient adaptés).
- Il n'est pas prévu la pose d'un siège dans les SdB PMR des locaux d'hébergement.

### **Lot 03 - Electricité**

- Il n'est pas précisé l'extinction progressive des luminaires se déclenchant sur détection.
- La position des prises de courant dans les chambres accessibles devra être précisée. Au moins une doit être positionnée à côté du lit.
- \* Les spots des salles d'eau disposeront de l'indice de protection requis et leurs caractéristiques choisis selon la hauteur sous-plafond (respect des volumes de protection, notamment pour les douches "italiennes").

### **Lot 04 - Second Oeuvre**

- Il n'est pas mentionné la mise en place de barres d'appui dans les sanitaires accessibles.
- Il n'est pas prévu la pose d'un siège dans les SdB PMR des locaux d'hébergement.
- \* Réaménagement de la chambre gîte Canard : La cloison séparant la SdB et le local annexe s'apparentant à du stockage doit être prévue CF1h. Cette disposition n'est pas prévue dans les documents fournis.
- \* Il n'est pas précisé le support des éléments de lambris bois mis en place dans les locaux accueil et boutique ni la présence d'un remplissage complet en matériaux A2-s2,d0 à l'arrière de ces éléments.  
La mise en place de ces éléments bois en parois n'est possible que si le plafond est classé M1.
- \* Il n'est pas précisé le classement de réaction au feu des éléments de toile tendues mises en place en plafond des locaux d'accueil et du magasin.  
Requis M1.
- \* PV de réaction au feu des éléments de revêtements de sol à fournir.

## VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

### RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire
- Plan de prévention des risques (PPR)

### FONDATIONS

- Fondations superficielles ou semi-profondes - plans d'étude béton armé

### PARTITIONS

- Cloisons - Doublage - plafonds : fiches techniques, plans de pose, zones de renforts, justifications

### GARDE CORPS

- Plan d'exécution
- Justification résistance aux chocs
- Certificat de galvanisation
- Fiche technique des chevilles

### ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentation constructeurs relative aux luminaires
- Note de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

### SECURITE INCENDIE

#### Généralités

- Documents administratifs : notice de sécurité
- Documents administratifs : déclaration d'effectifs
- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier
- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

#### Cloisons et plafonds

- Plafonds coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure
- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure

#### Eclairage

- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

## VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type L (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type M (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions- type N (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type W (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

<b>AF</b>	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
<b>AS</b>	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
<b>AD</b>	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
<b>SO</b>	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
<b>PM</b>	POUR MEMOIRE
<b>HM</b>	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.



## VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).



## VIII.2 - Solidité des existants

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Renseignements sur les existants</b>	PM	En l'absence de communication du résultat d'études diagnostic et de l'état des lieux, la société Bureau Alpes Contrôles ne prends en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen apparent des existants.

## VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Code de la construction et de l'habitation</b>  <b>Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants</b>	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant	PM SO	Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes	SO	
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires	PM	Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire	HM	
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté	PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié
	II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM	Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
	<b>Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.</b>		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM  PM PM PM	  A la charge du MOA
Art. 2	<b>Dispositions relatives aux cheminements extérieurs</b>		



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 3	Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm : Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) de détection à la canne blanche selon annexe 4	SO	Mise en place de chasse-roues.
	En cas de remplacement ou d'installation de poteaux ou bornes: respect du gabarit annexe 5	PM	
	Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	AF	
	En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,25m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	AF	
	Repérage des vides accessibles sous escaliers	HM	
	Repérage des parois vitrées	AF	
	Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance: conforme à l'annexe 7 ou norme NF P 98-351	AF	
	Signalisation au croisement d'un cheminement véhicule	HM	
	Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (20 lux)	AF	
	Feux tricolores équipés de répéteurs de phase conformes à l'annexe 8 ou à la NF S 32-002	HM	
	<b>Dispositions relatives au stationnement automobile</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Places localisées à proximité de l'entrée du bâtiment, du hall ou de l'ascenseur	PM	
Art.4	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		Ajout de place PMR. Pas de dégradation de l'accessibilité.
	<b>1° Situation</b>		
	Places nouvellement créées localisées à proximité de l'entrée du bâtiment, du hall ou de l'ascenseur	AF	
	Place nouvellement créées reliées à l'entrée, la sortie accessible, l'accueil ou l'ascenseur par un cheminement accessible (hors dispositions relatives au repérage et au guidage)	AF	
	<b>2° Repérage</b>		
	Marquage au sol et signalisation verticale	AF	
	<b>3° Nombre</b>	PM	
	<b>4° Caractéristiques dimensionnelles</b>		
	Espace horizontal au dévers près de 3%	AF	
	Places nouvellement créées Largeur 3,30m et longueur 5 m	AF	
	<b>Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Niveau d'accès principal à chaque bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur.	PM	
	En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement au personnel repéré accessible et simple	PM	



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>  <b>1° Accès</b> Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Rampe par ordre de préférence : permanente intérieure, permanente extérieure sur voirie, amovible automatique ou manuelle Caractéristiques rampe : Supportant 300 kg Pentes ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m) Suffisamment large Non glissante Contrastée / environnement avec matériaux opaques Absence de vides latéraux pour rampe inclinée permanente Dispositif permettant de se signaler au personnel en cas de rampe amovible (sonnette à minima) Situé à proximité de la porte d'entrée Facilement repérable, visuellement contrasté, identifié Indiquant l'état de fonctionnement si rampe automatique Implanté entre 90cm et 130 cm et à 40 cm d'obstacle Personnel formé à la manipulation de la rampe amovible  <b>2° Repérage</b> Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes) Si numéro ou dénomination établissement à proximité entrée En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement situé hors d'une zone sombre, repéré, signalé	HM   AF   PM PM  SO	
Art. 5	<b>Dispositions relatives à l'accueil du public</b>  <b>I. - Usage attendu</b> Repérage, accessibilité et utilisation d'au moins un point d'accueil adapté à l'entrée Toute information sonore nécessaire à l'utilisation du point d'accueil, transmise par moyens adaptés ou doublée par une information visuelle Eclairage renforcé dans les espaces ou équipements de communication  <b>II. - Caractéristiques minimales</b> Banques d'accueil et mobilier en faisant office utilisables assis ou debout avec communication visuelle Equipement destiné à lire, écrire ou utiliser un clavier (hauteur maximale 0,80m, vide en partie inférieure 0,30m x 0,60m x 0,70m) Si accueil sonorisé (si renouvellement ou installation): obligation d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique selon annexe 9 ou conforme à la norme NF EN 60118-4 avec pictogramme correspondant BIM obligatoire pour ERP avec mission de service public et ERP de 1ère et 2ème catégorie Eclairage du poste d'accueil selon art 14 (200 lux)	PM PM PM  AF AF HM HM AF	
Art. 6	<b>Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales</b>	HM	
Art. 7	<b>Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales</b>	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.8	<b>Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés</b>	SO	
Art.9	<b>Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes</b>  <b>I. - Usage attendu</b> Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée Absence de gêne visuelle ou sonore  <b>II. - Caractéristiques minimales</b> Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels) En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration	PM PM  PM PM AF	
Art.10	<b>Dispositions relatives aux portes, portiques et sas</b>	HM	
Art. 11	<b>Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.</b>	HM	
Art. 12	<b>Dispositions relatives aux sanitaires</b>  <b>I. - Usage attendu</b> Présence d'au moins un cabinet d'aisance aménagé et d'un lavabo accessible par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés Respect de la séparation par sexe non obligatoire. Accès au sanitaire PMR « mixte » depuis une circulation commune avec signalisation Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main  <b>II. - Caractéristiques minimales</b>  <b>1° Caractéristiques dimensionnelles</b> Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débattement de porte Espace de manoeuvre (ø= 1,50m) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur à proximité de la porte et espace manoeuvre de porte  <b>2° Atteinte et usage</b> Dispositif de fermeture de porte Lave main à hauteur maximale 0,85 m Cuvettes entre 0,45 m et 0,50 m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)	PM PM PM PM  AF AF  AF AF AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Barre d'appui entre 0,70 m et 0,80 m	AS	Il n'est pas mentionné la mise en place de barres d'appui dans les sanitaires accessibles.
	Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m. Le choix du lavabo et de la robinetterie doivent permettre un usage complet en position assis	AF	
	Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie	AF	
	Urinoirs en batterie positionnés à des hauteurs différentes	SO	
Art. 13	<b>Dispositions relatives aux sorties</b>	HM	
Art. 14	<b>Dispositions relatives à l'éclairage</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique	PM	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol :</b>		
	des cheminements extérieurs accessibles et parcs stationnement extérieurs : 20 lux,	AF	
	des postes d'accueil ou mobilier en faisant office : 200 lux,	AF	
	des circulations intérieures horizontales : 100 lux,	AF	
	des escaliers et équipements mobiles : 150 lux	HM	
	des circulations piétonnes des parcs de stationnement et tout autre point des parcs de stationnement : 20 lux.	AF	
	<b>Autres dispositions :</b>		
	Extinction progressive en cas de temporisation	AS	Il n'est pas précisé l'extinction progressive des luminaires se déclenchant sur détection.
	Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence	PM	
	Absence d'éblouissement et de reflet sur signalétique	PM	
Art. 15	<b>Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement</b>	PM	Article 16 à 19
Art 16	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis</b>	HM	Il n'est pas fait mention d'une modification des places accessibles dans les espaces d'enseignement.
Art. 17	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Présence de chambres aménagées sauf si moins de 10 chambres et pas de chambre en RDC ou étage accessible avec ascenseur	PM	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
	Chambre avec salle d'eau : la salle d'eau doit être aménagée	PM	
	Chambre sans salle d'eau : au moins une salle d'eau d'étage doit être aménagée et accessible si elle existe	SO	
	Chambre avec cabinet d'aisance : le cabinet d'aisance doit être aménagé	PM	
	Chambre sans cabinet d'aisance : obligation de cabinet d'aisance indépendant, aménagé, et accessible sur cet étage	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Une chambre non adaptée peut être utilisée pour une personne présentant une déficience visuelle auditive ou mentale	PM	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>II.1. pour TOUTES les chambres</b>		
	Présence d'une prise de courant à proximité d'un lit	AS	<b>La position des prises de courant dans les chambres accessibles devra être précisée. Au moins une doit être positionnée à côté du lit.</b>
	Présence d'une prise téléphone si un réseau téléphonique interne existe	HM	
	Numéro de chaque chambre en relief sur la porte	PM	
	Equipements installés en hauteur en dehors du cheminement ou à plus de 2,20 m au fur et à mesure du renouvellement	AF	
	<b>II.2. pour les chambres adaptées</b>		
	1° Nombre		
	Nombre de chambres accessibles :	AF	
	1 si moins de 20 chambres		
	2 si 50 chambres maximum		
	1 supplémentaire par tranche de 50 chambres		
	Etablissements d'hébergement pour personnes âgées ou avec handicap moteur : toute chambre ou logement adapté avec salle d'eau, douche, WC	HM	
	Chambres adaptées réparties entre les différents niveaux desservis par ascenseur	AF	
	2° Caractéristiques dimensionnelles		
	Espaces libres dans la chambre hors débatement de porte et avec lit de 1,40m x 1,90m : 1 espace libre de Ø=1,50m, passage de 0,90m sur au moins 1 grand côtés,	PM	
	Si une personne par chambre : mêmes espaces avec lit de 0,90m x 1,90m	AF	
	Plan de couchage des lits fixés au sol à compris entre 0,40m et 0,50m de hauteur	PM	
	Présence d'une douche soit en chambre soit en salle d'eau collective de l'étage		
	- Douche sans ressaut de plus de 2 cm	AF	
	- Douche accessible équipée de barres d'appui	AF	
	- Equipement permettant de s'asseoir (siège) et appui en position debout	AS	<b>Il n'est pas prévu la pose d'un siège dans les SdB PMR des locaux d'hébergement.</b>
	- Espace d'usage latéral au siège	PM	
	- Espace de manoeuvre (diamètre 150) hors débatement de porte et équipement	AF	
	Présence d'un cabinet d'aisance aménagé soit en chambre soit collectif sur l'étage	PM	
	- Cabinet d'aisance avec espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débatement de porte	AF	
	- Barre d'appui latérale entre 0,70m et 0,80m de hauteur	AF	
	Hôtels et ERP avec locaux à sommeil : seules les portes desservant ou permettant d'accéder aux chambres adaptées et services collectifs ont une largeur de passage utile de 83 cm. Sauf si une porte en amont du cheminement a une largeur utile de 77 cm	AF	
Art. 18	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel</b>	SO	
Art. 19	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série</b>	SO	
Art. 20	<b>Sous-titrage en français</b>	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 21	<b>Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007</b>	PM	
Art. 22	<b>Date d'application : 1er janvier 2015</b>	PM	
Art. 23	<b>Publication au journal officiel</b>	PM	

## VIII.4 - Classement et référentiel

### Présentation de l'établissement :

Maison de la nature.  
Etablissement d'enseignement avec locaux d'hébergement et de restauration.  
Zone accueil et vente.

### Description sommaire des installations :

- Installation électrique : éclairage des cheminements extérieurs, remplacement des luminaires dans la salle à manger/cuisine et dans les espaces PMR des gîtes.
- Équipement d'alarme / SSI : Existant non modifié
- Moyens d'extinction fixes : Extincteurs portables
- Ventilation : Existant non modifié.
- Chauffage : Existant non modifié
- Stockage combustible : non
- Désenfumage : Non
- Cuisson : Existant non modifié
- Ascenseur : Non

**Date d'application du référentiel réglementaire : 11/04/2025**

### Classement :

Suivant notice de sécurité, effectifs non communiqués.

<b>ERP 3e catégorie</b>
-------------------------

### PV de commission de sécurité justifiant le classement :

PV de commission de sécurité non communiqué.

### Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 12/12/1984 portant approbation des dispositions particulières applicables au type L
- Arrêté du 22/12/1981 portant approbation des dispositions particulières applicables au type M
- Arrêté du 21/06/1982 portant approbation des dispositions particulières applicables au type N
- Arrêté du 13/01/2004 portant approbation des dispositions particulières applicables au type R
- Arrêté du 21/04/1983 portant approbation des dispositions particulières applicables au type W
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

**Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :**

PV de commission de sécurité non communiqué, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer quant aux éventuelles remarques qui pourraient y figurer.

**Autres prescriptions particulières :**

-

## VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public</b>		Arrêté du 25/06/1980 modifié par l'arrêté du 28/06/2024 et précédents
	<b>Section I - Classement des Etablissements</b>		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel » ERP 3e catégorie.
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	PM	
	<b>Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement</b>		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	AS	<b>Le PV de la commission de sécurité sur les travaux ne nous a pas été communiqué. Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le respect d'éventuelles mesures compensatoires demandées par la commission.</b>
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	PM	
GN 6	Utilisations exceptionnelles des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	A respecter par l'exploitant.
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	HM	Il n'y a pas de modification des conditions d'évacuation des personnes en situation de handicap.
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	PM	Les travaux se situent dans un cadre existant, les avis émis ne porteront donc que sur les éléments modifiés par les présents travaux. Les travaux réalisés ne devront pas aggraver les dispositions de sécurité en place.
	<b>Section III - Contrôle des Etablissements</b>		
GN 11	Notification des décisions.	PM	Rapport de la commission de sécurité sur le dossier de demande d'autorisation de travaux non communiqué. Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le respect des éventuelles prescriptions formulées par les services instructeurs.
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	<b>Section IV - Travaux</b>		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	<b>Section V - Normalisation</b>		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.	PM	Les avis correspondants se trouvent aux articles spécifiques.
GN 15	Section VI - Structures provisoires et démontables	SO	
	<b>Livre II</b>		
	<b>Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories</b>		
	<b>Titre Premier Dispositions Générales</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Chapitre Premier - Généralités</b>		
GE 1	Objet.	PM	
	<b>Section I - Contrôle des Etablissements</b>		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	<b>Section II - Vérifications Techniques</b>		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	PM	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	PM	Vérifications relatives à la phase chantier effectuées par Bureau Alpes Contrôles.
GE 9	Rapports de vérifications.	PM	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	<b>Chapitre II - Construction</b>		
CO 1 - CO 5	<b>Section I - Conception et Desserte des Bâtiments</b>	HM	
CO 6 - CO 10	<b>Section II - Isolement par Rapport aux Tiers</b>	HM	
CO 11 - CO 15	<b>Section III - Résistance au Feu des Structures</b>	HM	
CO 16 - CO 18	<b>Section IV - Couvertures</b>	HM	
CO 19 - CO 22	<b>Section V - Façades</b>	HM	
	<b>Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage</b>		
CO 23	Généralités.	PM	
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	PM	Cloisonnement traditionnel existant, légères modifications au niveau des délimitations des chambres.
CO 25	Compartiments.	HM	
CO 26	Recoupement des vides.	HM	
	<b>Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers</b>		
CO 27	Classement des locaux en fonction de leurs risques.	PM	
CO 28	Locaux à risques particuliers.	AS	Réaménagement de la chambre gîte Canard : La cloison séparant la SdB et le local annexe s'apparentant à du stockage doit être prévue CF1h. Cette disposition n'est pas prévue dans les documents fournis.
CO 29	Locaux à risques courants et logements du personnel.	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 30 - CO 33	<b>Section VIII - Conduits et Gains</b>	HM	
CO 34 - CO 60	<b>Section IX - Dégagements</b>	HM	Absence de modification des dégagements dans le cadre du projet.
CO 61 - CO 61 §7	<b>Section X - Tribunes</b>	HM	
AM 1	<b>Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier</b> Généralités.	PM	
AM 2	<b>Section I – Produits et Matériaux de Parois</b> Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.		
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AS	Il n'est pas précisé le support des éléments de lambris bois mis en place dans les locaux accueil et boutique ni la présence d'un remplissage complet en matériaux A2-s2,d0 à l'arrière de ces éléments. La mise en place de ces éléments bois en parois n'est possible que si le plafond est classé M1.
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AS	Il n'est pas précisé le classement de réaction au feu des éléments de toile tendues mises en place en plafond des locaux d'accueil et du magasin. Requis M1.
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	HM	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	PM	PV de réaction au feu des éléments de revêtements de sol à fournir.
AM 8	Produits d'isolation.	AF	Il est prévu un isolant en laine de bois pour la cloison séparative du gîte canard. Isolant protégé par plaque de plâtre.
AM 9 - AM 10	<b>Section II - Eléments de Décoration</b>	HM	
AM 11 - AM 14	<b>Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables</b>	HM	
AM 15 - AM18 § 3	<b>Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés</b>	HM	
AM 19 - AM 20	<b>Section V – Elements à vocation décorative</b>	HM	
DF 1 - DF 10	<b>Chapitre IV - Désenfumage</b>	HM	
CH 1 - CH 58	<b>Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire</b>	HM	
GZ 1 - GZ 30	<b>Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés</b>	HM	
	<b>Chapitre VII - Installations électriques</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Section I - Généralités</b>		
EL 1	<b>Objectifs.</b>	PM	Voir liste des documents à transmettre.
EL 2	<b>Documents à fournir.</b>	PM	
EL 3	<b>Définitions.</b>	PM	
EL 4	<b>Règles générales.</b>		
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables	AF	
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement	SO	
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public	AF	
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	HM	
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public	AF	
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie	HM	
	<b>Section II – Règles d'Installation</b>		
EL 5	<b>Locaux de service électrique.</b>	HM	
EL 6	<b>Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques.</b>	HM	
EL 7	<b>Implantation des groupes électrogènes.</b>	HM	
EL 8	<b>Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs).</b>	HM	
EL 9	<b>Tableaux "normaux".</b>	HM	
EL 10	<b>Canalisations des installations "normal-remplacement".</b>		
EL 10§1	Distribution des installations par des canalisations fixes.	AF	
EL 10§2	Câbles et conducteurs de la catégorie C2.	AF	
EL 10§3	Conformité aux normes des systèmes de conduits, chemins de câbles et goulottes.	AF	
EL 10§4	Obturation des traversées de parois par les canalisations électriques.	PM	
EL 10§5	Matériaux constitutifs du coffrage des canalisations électriques.	PM	
EL 10§6	Cheminement des canalisations d'alimentation de l'établissement	HM	
EL 11	<b>Appareillages et appareils d'utilisation.</b>	HM	
EL 12 - EL 17	<b>Section III – Installation de Sécurité</b>	HM	
	<b>Section IV – Maintenance, Exploitation et Vérification</b>		
EL 18	Maintenance, exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant.
EL 19	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
EL 20 - EL 23	<b>Section V - Installations Temporaires</b>	HM	
	<b>Chapitre VIII - Eclairage</b>		
	<b>Section I - Généralité</b>		
EC 1	Objectifs.	PM	
EC 2	Règles générales.	PM	
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	PM	
EC 5	Appareils d'éclairage.	AF	
	<b>Section II - Eclairage Normal</b>		
EC 6	Règles de conception et d'installation.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
EC 7 - EC 15	<b>Section III - Eclairage de Sécurité</b>	HM	
AS 1 - AS 11	<b>Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants</b>	HM	
GC 1 - GC 22	<b>Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration</b>	HM	
	<b>Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie</b>		
	<b>section I - Généralités</b>		
MS 1	Différents moyens de secours.	PM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
MS 2	Dispositions particulières.	PM	
MS 3	Documents à fournir.	HM	
	<b>Section II - Moyens d'Extinction</b>		
MS 4	Différents moyens d'extinction.	PM	
MS 5 - MS 7	Sous-section 1 - Bouches et poteaux d'incendie privés et points d'eau	HM	
MS 8 - MS 13	Sous-section 2 - Branchements et canalisations	HM	
MS 14 - MS 17	Sous-section 3 - Robinets d'incendie armés	HM	
MS 18 - MS 21	Sous-section 4 - Colonnes sèches	HM	
MS 22 - MS 24	Sous-section 5 - Colonnes en charge (dites colonnes humides)	HM	
MS 25 - MS 30	Sous-section 6 - Installations d'extinction automatique ou à commande manuelle	HM	
MS 31 - MS 34	Sous-section 7 - Déversoirs ponctuels	HM	
MS 35 - MS 37	Sous-section 8 - Eléments de construction irrigués	HM	
MS 38 - MS 40	Sous-section 9 - Appareils mobiles et moyens divers	HM	Nombre et position des extincteurs non modifiés dans le cadre du projet.
	<b>Section III - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers</b>		
MS 41	Affichage du plan de l'établissement.	PM	
MS 42	Moyens pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers.	PM	
MS 43	Tours d'incendie.	SO	
MS 44	Trémies d'attaque.	SO	
	<b>Section IV - Service de Sécurité d'Incendie</b>		
MS 45	Généralités.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 46	Composition et missions du service.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 47	Consignes.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 48	Formation et qualification du personnel du service de sécurité incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 49	Service assuré par des sapeurs-pompiers.	HM	A la charge des services de sécurité.
MS 50	Poste de sécurité.	PM	
MS 51	Exercices d'instruction.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 52	Présence de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.
<b>section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)</b>			
MS 53	Objet.	PM	Type de SSI et équipement d'alarme non modifiés par les présents travaux.
MS 54	Zones : terminologie.	PM	
MS 55	Conception des zones.	PM	
Sous-section 1 - Systèmes de détection incendie			
MS 56	Principes généraux.	PM	
MS 57	Contraintes liées au système de détection incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 58	Obligations de l'installateur et de l'exploitant.	HM	
Sous-section 2 - Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)			
MS 59	Généralités.	PM	
MS 60	Automatismes.	HM	
MS 61 - MS 67	Sous-section 3 - Système d'alarme	HM	
Sous-section 4 - Entretien et consignes d'exploitation			
MS 68	Entretien.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 69	Consignes d'exploitation.	HM	A respecter par l'exploitant.
<b>MS 70 - MS71 §8</b>	<b>Section VI - Système d'Alerte</b>	HM	Non modifié dans le cadre des travaux.
<b>Section VII - Entretien, Vérifications et Contrôles</b>			
MS 72	Entretien et signalisation.	HM	
MS 73	Vérifications techniques.	HM	
MS 74	Contrôles.	HM	Concerne l'exploitant.
MS 75	Autres obligations de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.

## **VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type L (\*)**

Mission sans objet: Les travaux n'impactent pas l'aspect sécurité incendie de la zone classée en type L.

## **VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type M (\*)**

Mission sans objet: Les travaux n'impactent pas l'aspect sécurité incendie de la zone classée en type M.



## VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions- type N (\*)

Mission sans objet: Les travaux n'impactent pas l'aspect sécurité incendie de la zone classée en type N.

## VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Chapitre VI - Etablissements du Type R (Etablissements d'enseignement, colonies de vacances)</b>		Arrêté du 04/06/1982 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.
	<b>Section I - Généralités</b>		
R1	Etablissements assujettis	PM	Établissements d'enseignement.
R2	Détermination de l'effectif	PM	Cf « Classement et référentiel »
R3	Conditions particulières d'exploitation	HM	A respecter par l'exploitant.
R4	Parc de stationnement couvert	SO	
R5	Utilisation de produits et de matériels dangereux	HM	
	<b>Section II - Construction</b>		
R6	Conception de la distribution intérieure et stabilité au feu des structures	HM	
R7	Locaux d'enseignement comprenant des installations d'enseignement technique	HM	
R8	Préaux	HM	
R9	Volumes libres intérieurs	HM	
R10	Locaux à risques	<b>AS</b>	<b>Dito CO28</b>
R11	Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère technique	HM	
R12	<b>Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère scientifique ou dans les locaux de recherche</b>	HM	
R13 - R17	<b>Section III - Dégagements</b>	HM	
	<b>Section IV - Aménagements</b>		
R18	Sièges de la salle polyvalente	PM	Article abrogé
R19 - R19§5	<b>Section V - Désenfumage</b>	HM	
R20 - R23	<b>Section VI - Chauffage, Ventilation</b>	HM	
	<b>Section VII - Installations Electriques</b>		
R24	Appareillage des écoles maternelles	SO	Article abrogé.
R25	Coupure d'urgence	HM	
	<b>Section VIII - Eclairage</b>		
R26	Eclairage normal	SO	Article abrogé.
R27	Eclairage de sécurité	HM	
R28 - R29	<b>Section IX - Cuisines</b>	HM	
	<b>Section X - Moyens de Secours</b>	PM	Voir dispositions générales.
R30	Moyens d'extinction	HM	
R31	Système de sécurité incendie, système d'alarme		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R31 §1	- Etablissements avec locaux à sommeil	HM	Le système de sécurité incendie existant n'est pas modifié dans le cadre des travaux.  A respecter par l'exploitant.
R32	Système d'alerte	HM	
R33	Exercices d'évacuation	HM	

## **VIII.10 - Sécurité des personnes dans les constructions - type W (\*)**

Mission sans objet: Les travaux n'impactent pas l'aspect sécurité incendie de la zone classée en type W.

## VIII.11 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

### REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

#### applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Sécurité des occupants</b>		
CCH L134-12	<b>Implantation et caractéristiques des garde-corps</b>		
	<b>Implantation</b> - Aux abords du bâtiment - En façade : allèges de baies, balcons, terrasses - Dans les cages d'escaliers , circulations, zones publiques - Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation	AF HM HM HM	Positionnement de garde-corps sur la circulation extérieure  Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
NF P01-012 - 1988	<b>Dimensions des garde-corps conformes à la NF P01-012</b>	PM	Indiqué des dispositions conformes à la NF P01-012. En attente des détails d'exécution pour statuer sur la conformité de l'ouvrage visé.
P01-013	<b>Résistance aux chocs de sécurité</b> Résistance conventionnelle ou vérifiée par essais	PM	
NF E85-015	<b>Dimensions des garde-corps conformes à la NF E85-015</b>	HM	Garde-corps et rampes situés sur les toitures ou dans les locaux, passages et emplacements techniques réservés au personnel d'exploitation ou d'entretien, lorsque ces ouvrages sont prévus.
Chapitre 4 - PPRN	<b>Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité</b>	HM	
	<b>CODE DU TRAVAIL</b>		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	<b>Livre II</b>		
	<b>Titre I</b>		
	<b>Chapitre IV</b>	PM	Se référer aux exigences de la matrice ERP plus contraignantes.
	<b>Chapitre V</b>		
	<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	Par conception et mise en oeuvre.
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	Cf. § documents à transmettre.
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	Par conception des matériels.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AF	Cf. § documents à transmettre.  Spécifications techniques au lot électricité. L'identification des circuits et des appareillages sera assurée de façon pérenne. <b>Les spots des salles d'eau disposeront de l'indice de protection requis et leurs caractéristiques choisis selon la hauteur sous-plafond (respect des volumes de protection, notamment pour les douches "italiennes").</b>
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AS	
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	HM	
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	HM	
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AF	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AF	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	HM	
	<b>CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation</b>	PM	
Art. 1 - Art.15	<b>Arrêté du 5 Août 1992</b>	SO	
Arrêté du 23/06/1978	<b>Installations de Chauffage</b>	HM	
Arrêté du 21/03/1968	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides</b>	HM	
Arrêté du 01/07/2004	<b>Installations de Stockage Produits pétroliers</b>	HM	
Arrêté du 30/07/1979	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés</b>	HM	
Arrêté du 23/02/2018	<b>Installations de Gaz</b>	HM	
Arrêté du 22/10/1969	<b>Conduits de Fumée</b>	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 3 décret 2011-36 - R142-5	<b>DETECTEURS DE FUMEE DANS LES LIEUX D'HABITATION</b> <b>Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013</b>	HM	
D. 2-4- 26 D.18- 1-43 D.13-12- D. 2-4- 26 D.18- 1-43 D.13-12-	<b>APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR</b>	HM	
Décret n° 2003- 296	<b>DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS</b>	HM	
ART. 1 - Art. 8 à Art. 10	<b>PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL</b>	HM	